



Convention de coopération pour l'organisation des Accueil Collectifs de Mineurs (ACM) entre les communes de Beaurains et Mercatel

La présente convention est prise entre

La ville de Beaurains, représentée par Monsieur Pierre ANSART, Maire, dûment habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2022,

La ville de Mercatel, représentée par Monsieur Sylvain Roy, Maire, dûment habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du 12 décembre 2022,

Vu la Loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la Loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite Loi MAPTAM ;

Vu l'Article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que le conseil municipal dispose d'une compétence générale de droit commun pour régler par délibérations les affaires de la commune ;

Cette compétence générale offre au conseil municipal la possibilité d'intervenir dans tout domaine, dans un but d'intérêt public local, sous réserve que ces compétences ne soient pas dévolues par la loi à l'Etat ou à d'autres personnes publiques.

Vu la délibération du Conseil Municipal de Beaurains en date du 14 décembre 2022 autorisant la coopération des centres de loisirs entre les communes de Beaurains et Mercatel ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Mercatel en date du 12 décembre 2022 autorisant la coopération des centres de loisirs entre les communes de Beaurains et Mercatel ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir toutes les conditions et modalités y compris financières dans lesquelles les communes de Beaurains et Mercatel coopèrent pour l'organisation de leurs accueils de loisirs sans hébergement pendant les petites et grandes vacances.

Article 2 : Objectifs des communes

Les communes, en coopérant pour l'organisation de leurs accueils de loisirs, souhaitent tendre vers les objectifs suivants :

- Maintenir les accueils de loisirs sur le territoire, vecteurs de lien social ;
- Développer la qualité des accueils de loisirs.

Article 3 : Organisation générale

La commune de Beaurains est désignée « l'organisatrice ». La commune de Mercatel est désignée « lieu d'implantation » de l'accueil de loisirs et gestionnaire de son accueil de loisirs pour toutes les fonctions directes ou indirectes (en excluant les responsabilités de la commune dite « organisatrice »).

La commune organisatrice s'engage à :

- Déclarer sur le modèle du multisite l'accueil de loisirs en incluant le site de Mercatel auprès du Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (SDJES) du Pas-de-Calais pour les périodes de (quantités variables selon le calendrier scolaire) :
 - Vacances d'hiver : deux semaines
 - Vacances de printemps : deux semaines
 - Juillet : 4 semaines
 - Vacances d'automne : deux semaines
- Assurer la fonction de direction de l'accueil de loisirs incluant : la préparation, la direction durant la période de vacances, l'évaluation ainsi que la désignation de l'équipe d'animation attachée au site de Mercatel avec le support et en accord avec la ville de Mercatel ;
- Déclarer auprès du partenaire financeur la tenue de l'accueil de loisirs multisite et l'ensemble des heures prévisionnelles et réalisées incluant celles du site de Mercatel ;
- Percevoir les bonus territoire et prestations de services alloués pour l'organisation des accueils de loisirs pour Beaurains et Mercatel ;
- Reverser la quote-part des prestations et bonus territoire à la ville de Mercatel ;
- Rédiger les différentes conventions avec la Caisse d'Allocations Familiales et procéder aux déclarations y afférentes ;
- Respecter le budget prévisionnel alloué par la commune « lieu d'implantation » ;
- Veiller au bon déroulement de l'accueil de loisirs ;
- Respecter les normes de sécurité et d'accueil ;
- Gérer toutes situations d'urgences pouvant survenir (accidents, incidents, absence, etc...).

La commune « lieu d'implantation » s'engage à :

- Communiquer en amont sur l'organisation d'un accueil de loisirs sur sa commune ;
- Etablir un budget prévisionnel de fonctionnement des accueils de loisirs annuel et le communiquer à la commune organisatrice ;
- Prendre les contrats de l'équipe d'animation attachée au site de Mercatel et procéder au règlement de leurs traitements ;
- Inscrire les enfants aux accueils de loisirs et encaisser les règlements des participations des familles ;
- Procéder aux règlements des dépenses générées par les activités de cet accueil de loisirs ;
- Veiller au bon déroulement de l'accueil de loisirs ;
- Respecter les normes de sécurité et d'accueil ;
- Mettre à disposition les installations nécessaires au fonctionnement des accueils de loisirs et procéder au nettoyage régulier des locaux ;
- Mettre à disposition le personnel de nettoyage et de restauration communale ou, le cas échéant d'un organisme extérieur conventionné ;

- Gérer toutes situations d'urgences pouvant survenir (accidents, incidents, absence, etc...) ;
- Fournir à la ville organisatrice l'ensemble des éléments permettant la complétude des dossiers de financements, rapports,... afférant à l'organisation des accueils de loisirs.

Article 4 : Caractérisation des charges financières valorisées pour la fonction de « commune organisatrice »

Les charges valorisées et refacturées à la commune « lieu d'implantation » par la commune organisatrice :

- Prorata du coût de la fonction de direction (traitement, régime indemnitaire, charges sociales et frais annexes selon une grille de répartition validée en comité de suivi) établi selon le mode de calcul suivant :

- (Nombre d'enfants de Mercatel/Nombre d'enfants total de l'accueil déclaré)*Traitement du directeur sur l'ensemble de la fonction de direction* ;

* Fonction de direction :

- Préparation
- Direction
- Evaluation

- Traitement (traitement, régime indemnitaire, charges sociales) du personnel de direction adjointe directement mis à disposition de la ville le cas échéant (centre de 50 enfants et plus).

Article 5 : Modalités des échanges financiers entre les villes

Chaque année à dates fixes la commune organisatrice versera sur présentation d'un titre de recette :

- L'acompte de l'année n de la prestation de service et du bonus territoire correspondant à la quote part des heures prévisionnelles de la commune « lieu d'implantation » ;
- Le solde n-1 de la quote part des heures réalisées par la commune « lieu d'implantation ».

Chaque année après le dernier accueil de loisirs de l'année civile (vacances d'automne) la commune « lieu d'implantation » versera sur présentation d'un titre de recette :

- La quote part relevant de la prestation de direction incluant les charges directes et indirectes reprises dans l'article 4.

Article 6 : Mise en place d'un comité de suivi

Un comité de suivi annuel composé des représentants désignés des deux communes se réunira a minima une fois par an et à chaque fois que cela sera nécessaire pour :

- Valider les conditions générales de l'organisation ;
- Evaluer la prestation, rendre des avis et amender si besoin l'organisation ;
- Valider les budgets et répartitions financières.

Article 7 : Durée de la convention – Résiliation

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature.

Elle est établie pour un an renouvelable par tacite reconduction.

Elle pourra être modifiée par avenant.

Cette convention pourra être résiliée :

- soit en cas d'accord entre les deux communes ;
- soit par l'une ou l'autre des parties, moyennant le respect d'un préavis de 6 mois suivant la notification de la délibération de l'organe délibérant compétent.

Article 8 : Litige

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution de la présente convention.

A défaut, le tribunal compétent pour en juger sera le Tribunal Administratif de Lille.

Fait à

le

La commune de **BEAURAINS**

Représentée par son maire

La commune de **MERCATEL**

Représentée par son maire

P.ANSART

S. ROY